



## Certificat d'adhésion

### **Dispositif de signalement des actes de violence Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations**

#### **Entre**

La collectivité ou l'établissement: public \_\_\_\_\_ représenté (e) par son Maire / Président, \_\_\_\_\_, agissant en vertu de la délibération n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_

#### **Et**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale Pas-de-Calais, représenté par son Président, Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération n°2022- 16 du Conseil d'Administration en date du 15 mars 2022,

#### **Et**

La société d'avocats ALLODISCRIM (SELAS), agissant en qualité de titulaire du lot 2 du marché 2021-024 (dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes): prestations de conseils, d'accompagnement et de traitements des situations.

Il est préalablement exposé :

La collectivité a adhéré au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes dans le cadre de la convention proposée par le Centre de Gestion.

L'article 3 de cette convention précise que l'adhésion par la collectivité ou l'établissement au contrat passé entre le CdG62 et le(s) titulaire(s) se déroule en deux temps et donne lieu :

- à la conclusion de la présente convention qui permet notamment à la collectivité ou l'établissement adhérent de bénéficier des outils de recueil des signalements,
- à la signature d'un certificat d'adhésion entre le titulaire Allodiscrim chargé des prestations de conseil d'accompagnement et de traitement des situations, la collectivité ou l'établissement et le CdG62.

## Article 1 : Objet

Ce certificat précise les conditions de mise en œuvre des prestations définies à l'article 4 de la convention précitée et la participation financière correspondante.

## Article 2 : identification de la collectivité ou de l'établissement

Identification de la collectivité ou de l'établissement adhérent bénéficiaire au sens du marché :

<b>Identification de la collectivité ou de l'établissement public adhérent</b>	
Dénomination	
Numéro SIRET	
Adresse	
Code postal	
Ville	
Tél. (standard)	
Fax/ courriel	
<b>Coordonnées contact administratif</b>	
Nom/ prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	
<b>Coordonnées référent(s) dispositif de signalement</b>	
Nom/ prénom	
Fonction	
Téléphone (direct si possible)	
Courriel professionnel	
Nom/ Prénom	
Fonction	
Téléphone (direct si possible)	
Courriel professionnel	

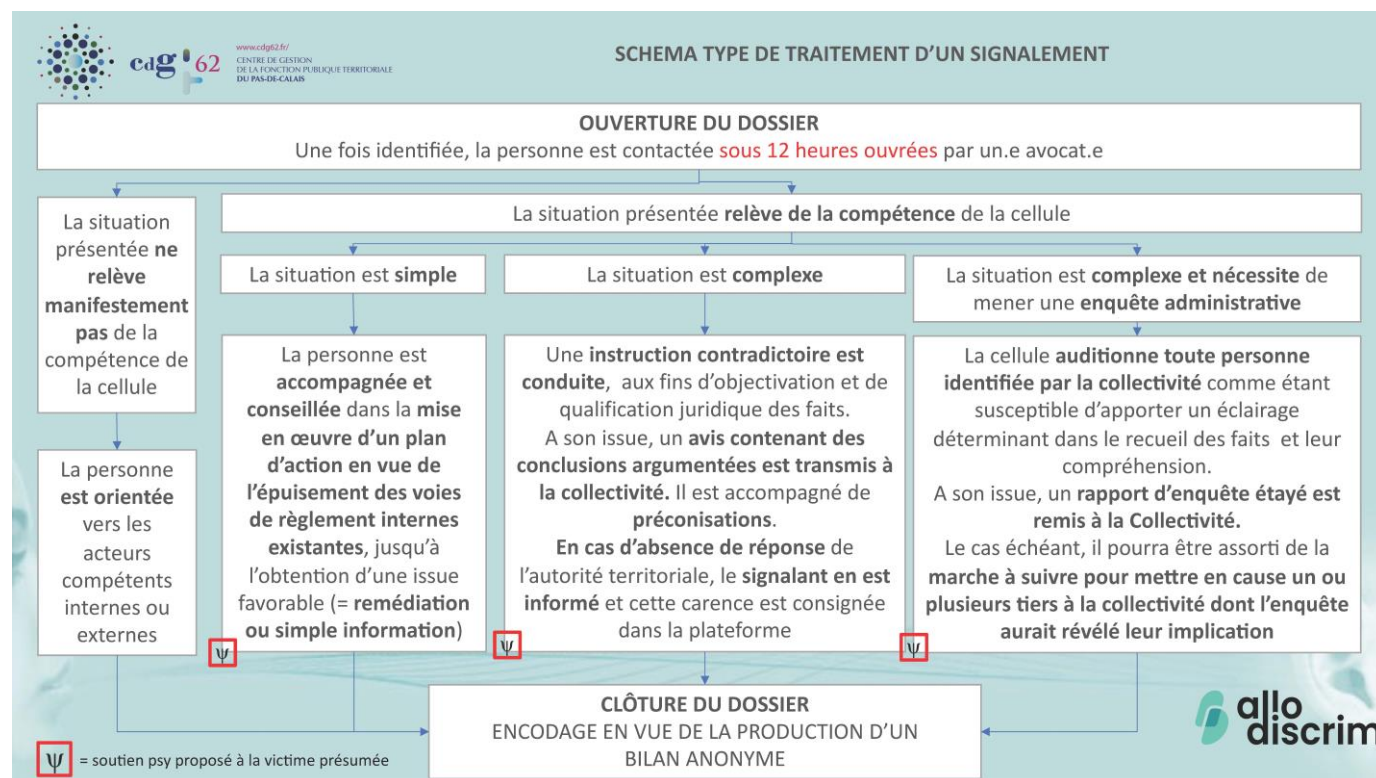
### Article 3 : Entrée en vigueur de l'adhésion et durée

L'adhésion effective au dispositif qui conditionne le début d'exécution des prestations est fixée à la date de notification du certificat d'adhésion au titulaire. Les agents des collectivités ayant conventionné pourront alors bénéficier de prestations de conseils, d'accompagnement et de traitements de leurs situations et ce, jusqu'au terme de la convention, fixé au 27 mars 2023, renouvelable une fois pour une durée d'un an.

Les situations en cours de traitement à la date de fin du marché ou les nouveaux signalements arrivés avant ce terme seront intégralement pris en charge par ALLODISCRIM et feront, le cas échéant, l'objet d'une facturation complémentaire.

### Article 4 : Nature des prestations

Les prestations proposées par ALLODISCRIM sont détaillées à l'article 4 de la convention précitée



et permettent de répondre aux obligations qui incombent aux employeurs dans le cadre des 2° et 3° de l'article 1er du décret 2020-256 précité.

Le logigramme ci-dessous présente les processus de traitement des situations :

#### 4.1 Prestations obligatoires

La collectivité ou l'établissement s'engage à acquitter les prestations d'orientation, de conseils juridiques et d'accompagnement psychologique selon la tarification prévue à l'article 6 du présent certificat. Le nombre d'heures d'accompagnement est à la discrétion du cabinet ALLODISCRIM. La collectivité ou l'établissement adhérent fixe **l'enveloppe annuelle prévisionnelle** sur la base des statistiques de signalements fournies par le prestataire : 1 signalement / an à minima pour les collectivités < 100 agents (forfait moyen de 420 €). Pour celles supérieures à 100 agents : nombre de signalements = 1% de l'effectif x coût forfait moyen de 420 €.

#### 4.2 Prestations facultatives et complémentaires

Le marché entre le CdG62 et le cabinet ALLODISCRIM prévoit que la collectivité ou l'établissement peut faire appel au cabinet d'avocats pour assurer une enquête administrative sur demande, selon la tarification établie à l'article 6 du présent certificat, en vue d'assurer le traitement des faits par l'autorité territoriale.

Le cabinet ALLODISCRIM propose également des prestations complémentaires, notamment en matière de bilans personnalisés assortis d'enseignements et de préconisations, ainsi que de réunions de présentations et d'échanges sur les actions correctrices qui pourraient être conduites.

### Article 5 : Obligations de la collectivité adhérente

La collectivité adhérente s'engage à :

- Régler dans les conditions définies dans le présent certificat d'adhésion, la rémunération due à ALLODISCRIM,
- Coopérer avec ALLODISCRIM en mettant à sa disposition et à première demande les éléments utiles à l'exécution de ses prestations.

### Article 6: Modalités financières - Rémunération d'ALLODISCRIM

Les montants relatifs aux prestations exécutées par ALLODISCRIM, sont définis au marché conclu entre le cdg62 et ALLODISCRIM comme suit :

Service	Tarif euros TTC
<b>Unités d'œuvre de traitement du signalement</b>	
1 heure de premier échange avec l'agent	144 / heure
1 heure entretien de soutien psychologique	132 / heure
1 heure d'accompagnement à la qualification juridique des faits	144 /heure
Restitution écrite des conclusions argumentées à la collectivité	396 /forfait
<b>SOIT</b>	
Prise en charge d'un dossier simple (information simple y compris réorientation ou remédiation) <b>sans</b> soutien psychologique	288 / forfait
Prise en charge d'un dossier simple (information simple y compris réorientation ou remédiation) <b>avec</b> soutien psychologique	420 / forfait
Prise en charge d'un dossier complexe (instruction contradictoire sans enquête administrative) <b>sans</b> soutien psychologique d'une heure	684 /forfait
Prise en charge d'un dossier complexe (instruction contradictoire sans enquête administrative) <b>avec</b> soutien psychologique d'une heure	816 / forfait
<b>Enquête administrative – à la demande de Collectivité</b>	
Kit de communication personnalisable au sujet de l'enquête	1080 / forfait
Forfait audition jusqu'à 3 interlocuteurs hors signalant	432 / forfait
Coût par interlocuteur supplémentaire	144 / forfait
Rédaction du compte-rendu d'enquête avec préconisations en matière de protection de l'agent – variable en fonction du nombre d'auditions (de 5 à 20)	600 à 1 800 / forfait
<b>Bilan qualitatif annuel</b> accompagné d'enseignements et de préconisations, bonnes pratiques – variable en fonction de l'effectif de la collectivité	300 à 840 / forfait
<b>Réunion</b> (facturation minimum 1/2j) / hors frais de transport	1200 / forfait hors transport

**Bilan qualitatif annuel accompagné d'enseignements et de préconisations, partages des bonnes pratiques, etc.**

effectif d'agents propres à chaque collectivité souhaitant un bilan individuel	≤ 50	≤ 100	≤ 250	≤ 500	≤ 1000	≤ 2000	≤ 3000	≤ 4000	≤ 5000	5000 et +
euros HT/an	250,00	300,00	350,00	400,00	450,00	500,00	550,00	600,00	650,00	700,00
euros TTC /an (TVA 20%)	300,00	360,00	420,00	480,00	540,00	600,00	660,00	720,00	780,00	840,00

Réunions	Prix unique en euros HT	prix TVA 20% incluse
<b>Réunion (1/2 j) / an de présentation du bilan consolidé CDG62 et partage des bonnes pratiques et tout autre point d'intérêt prix en euros HT, billet de train Paris / ville de destination A/R en 2nde non compris</b>	1000,00	1200,00
<b>Réunion (1/2 j) autre que la réunion annuelle de présentation du bilan consolidé, billet de train Paris / ville de destination A/R en 2nde non compris</b>	1000,00	1200,00

## Article 7 : Facturation - Conditions de paiement

Le cabinet ALLODISCRIM présentera ses factures selon le rythme suivant :

- au 30/31 de chaque mois à partir de la prise en charge de l'agent, pour la totalité de la prestation débutée ou réalisée à cette date,
- à la livraison des enquêtes, des bilans et après la tenue des réunions.

La collectivité ou l'établissement adhérent s'engage à régler le montant des prestations facturées comme suit dans les délais maximaux de paiement définis au marché et par le Code de la commande publique. Le titulaire étant une micro-entreprise, il bénéficie de droit du délai de paiement de 30 jours.

Compte ALLODISCRIM à créditer : la collectivité s'engage à régler le montant des factures par virements bancaires aux coordonnées bancaires ALLODISCRIM suivantes (et les éventuelles modifications ultérieures) :

### RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE / IBAN

Nom de l'établissement bancaire : Crédit du Nord

Titulaire du compte

ALLODISCRIM

RIB

Agence de domiciliation

Paris Raspail

Banque	Agence	Numéro de compte	Clé RIB
<b>30076</b>	<b>02061</b>	<b>29037800200</b>	<b>91</b>

IBAN : FR76 3007 6020 6129 0378 00200 91

BIC : NORDFRPP

**Article 8 : Résiliation**

Les adhérents disposent de la faculté de sortir du contrat-cadre chaque année, à la date anniversaire du marché soit le 27 mars, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, en notifiant au CdG62 par lettre recommandée, qui en informera le titulaire.

Fait à Bruay-la-Buissière, en 3 exemplaires originaux le

Pour le CdG62	Pour nom de la collectivité/établissement	Pour Allodiscrim France
Joël DUQUENOY Président	Nom Qualité	Max Mamou Président